



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Souveraineté alimentaire mal interprétée

Paysans, paysannes, à vous de la porter

La révolte paysanne a donné espoir aux paysans et paysannes de notre pays. Une année après, l'augmentation revendiquée des prix aux producteurs et des emplois agricoles n'est pas encore palpable, la situation dans les fermes reste difficile. Cet espoir doit être maintenu car les changements institutionnels prennent beaucoup de temps. Nous avons montré qu'un autre chemin que la libéralisation de l'agriculture était possible et nous avons fait comprendre cet enjeu aux consommateurs. N'en déplaise à Monsieur Kohli, vice-directeur de l'OFAG, qui affirme qu'il est illusoire et dangereux de faire croire aux paysans que des alternatives au libre-échange sont possibles. Monsieur Kohli perçoit la souveraineté alimentaire «comme un instrument de blocage des échanges»! (Agri du 22 octobre)

La force d'Uniterre n'est pas de bloquer ou dénoncer, mais de proposer des solutions viables globalement et à long terme. A cette fin, nous nous basons sur l'engagement des paysans, appuyé par l'équivalent de seulement trois postes à temps plein, financés uniquement par les cotisations de nos membres. A titre de comparaison, l'USP bénéficie de 130 personnes avec un budget annuel de 45 millions de francs (hors secteur des prestations de service) pour une défense professionnelle qui ne profite pas assez aux familles paysanne qui la financent pourtant par des cotisations importantes : une exploitation moyenne de grandes cultures en plaine (30ha) consacre environ 700 à 800 CHF par an aux différentes organisations faitières et 250 CHF aux chambres cantonales. Une exploitation laitière moyenne de 29 vaches, coulant annuellement 195'000 litres, cotise à la défense professionnelle à hauteur de 4700 CHF par an. Les chambres cantonales et les



organisations faitières reversent une partie de ces montants à l'USP. Vous, membres Uniterre, payez tous réunis environ 4 millions de CHF par an de cotisations à la défense professionnelle agricole! Uniterre doit en profiter pour donner plus de force à votre voix!

La notion de souveraineté alimentaire est encore mal interprétée. La définition par la Via Campesina est reconnue et ce n'est pas à l'OFAG, ni à Nestlé, ni aux partis politiques de la redéfinir! Ce n'est pas une coquille vide ni une mesure de protectionnisme, et n'est pas synonyme d'auto-provisionnement. La souveraineté alimentaire s'oppose à la priorité donnée à l'exportation basée sur un «prix mondial» qui est un leurre. Elle inclut notamment des prix agricoles liés aux coûts de production. Elle dépasse forcément les frontières de la Suisse puisqu'elle prend en compte l'effet de notre politique agricole

sur les pays tiers, particulièrement les pays du sud victimes de nos exportations à bas prix. C'est un projet de société porté par les paysans et c'est pourquoi Uniterre estime que l'initiative populaire est le meilleur moyen pour en débattre avec la population.

Il faut continuer à informer les consommateurs sur le lien entre la politique agricole et l'alimentation, il faut continuer à être présent dans les médias, à faire savoir aux organisations faitières que les pilules apportées par l'OFAG pour l'horizon 2014-2017 n'apportent qu'un effet placebo pour endormir les paysans et rassurer les industries, mais pas un traitement des causes de la crise actuelle. Paysans, paysannes, il faut continuer les mobilisations! Cette fois, il faudra crier plus fort d'une voix paysanne solidaire! Un groupe de travail s'y penche depuis quelques semaines déjà.

Uniterre



Mobilisations

Europe/GE
Pages 2-3



Vie du syndicat

L'entretien
Pages 4 et 5



International

Femmes
Page 6 et 7



Circuits courts

Bulletin FRACP
Pages 8

Commune Reprise de la campagne sans OGM



Avec la fin du moratoire tout proche et la publication du rapport final du Programme National de Recherche sur la question des OGM (PNR 59) à la fin 2011, les pressions politico-économiques favorables aux OGM vont s'intensifier dans notre pays. Les dossiers aussi sensibles que la coexistence des filières, le concept de monitoring, l'étiquetage des produits, les modifications éventuelles de la législation, les expérimentations en champ ainsi que les autorisations d'importations vont occuper la plateforme STOPOGM ces prochains mois.

Afin de réaffirmer la position des producteurs sur ce sujet stratégique que sont les OGM, la plateforme STOPOGM a décidé de relancer et de renforcer la campagne «Commune Sans OGM». Il s'agit à la fois d'améliorer la visibilité des communes déjà déclarées «sans OGM» et d'en créer d'autres.

Remplacement des panneaux existants à l'entrée des communes

Si votre commune figure dans la liste des «Communes sans OGM», nous vous proposons d'aller voir si le panneau «commune sans OGM» figure à l'entrée du village. Si cela n'est pas le cas ou si il est détérioré ou a disparu, nous vous encourageons à vous procurer un nouveau panneau (environ 40Fr) ou à le rafraîchir à l'aide d'un nouvel autocollant (environ 15 Frs). Pour vos commandes, adressez-nous un mail à info@uniterre.ch ou appelez nous 0216017467

Créer de nouvelles communes sans OGM

Si votre commune ne figure pas sur la liste des «Communes sans OGM», vous pouvez entreprendre des démarches afin qu'elle y soit. Pour cela il suffit que l'ensemble des agriculteurs d'une commune signe la déclaration (disponible sur le site d'Uniterre et à notre secrétariat) dans laquelle ils s'engagent pour une agriculture sans OGM dans la mesure de leurs possibilités, en ne produisant aucune plante ni aucun animal de rente génétiquement modifié et en exigeant de leurs fournisseurs des semences

non transgéniques. Les propriétaires forestiers et les maraîchers peuvent faire de même en ce qui concerne les forêts et les vergers.

Liste actuelle des communes sans OGM

AG Baldingen, Bökikon, Rekingen, Rothrist, Kirchleerau, Moosleerau, Reitnau, Wiliberg. **BE** Grafenried, Prêles, Rebévelier, Renan. **BL** Arlesheim, Binningen, Bottmingen, Ettingen, Münchenstein, Muttentz, Oberwil, Pfeffingen, Reinach, Rothenfluh, Therwil. **FR** Barberêche, Botterens, Broc, Courtepin-Courtaman, Granges-Paccot, Kleinbödingen, Morlon, Murist, Pont-en-Ogoz. **GE** Cologny. **GL** Betschwanden, Glarus, Haslen, Leuggelbach, Linthal, Luchsingen, Riedern, Rüti. **JU** Soyhières. **LU** Egolzwil, Horw Kriens, Luzern, Meggen, Ufhusen, Wauwil. **NE** Cernier, Chézard-St-Martin, Engollon, Les Planchettes, Savagnier, Valangin. **SO** Hüniken, Brügglen, Dulliken, Hauenstein-Ifenthal, Rohr b. Olten, Starrkirch-Wil. **SZ** Gersau, Ingenbohl-Brunnen, Innerthal, Tuggen, Vorderthal. **VD** Aclens, Bellevue, Bournens, Chavannes-le-Veyron, Colombier, Cuarnens, Dizy, Ferreyres, Givrins, Grens, Marchissy, Mauraz, Prahins, St-George. **VS** Isérables, Münsster-Geschinen, Riederalp. **ZG** Neuheim

Réactions sur la PAC

Une coalition d'organisations paysannes, de mouvements sociaux et d'ONG demande à placer l'accès pour tous à une alimentation de qualité et des prix de marché justes pour les paysan(ne)s au coeur de la politique agricole et alimentaire de l'Union Européenne.

Les propositions de la Commission Européenne pour réformer la Politique Agricole Commune (PAC) après 2013 montre des signes d'une répartition plus juste des aides directes, indique la coalition formée de 19 organisations.

Malgré cette évolution positive, la communication manque de propositions pour arrêter l'effondrement de l'agriculture paysanne en Europe et le dumping vers les pays en développement, d'après la coalition. Elle ne répond pas non plus correctement aux défis du changement climatique et de la protection de la biodiversité.

La coalition estime que ce sont des «adaptations» des instruments actuels au lieu de faire des propositions fortes. De plus il est clair que cette proposition de PAC 2013, basée sur la compétitivité mondiale, oublie les paysans et les consommateurs européens.

La communication de l'UE suggère certaines améliorations sociales telles que le plafonnement des paiements directs lié à l'emploi, des paiements pour les petites exploitations, et le maintien de paiements couplés à la production pour soutenir les exploitations dans les zones défavorisées. Cependant, les propositions montrent que la Commission Européenne continue de croire que les marchés agricoles et alimentaires sont

efficaces et que la «compétitivité» est une solution juste. Les crises globales et européennes ont pourtant montré le contraire : l'orientation «libre»-échangiste et les règles internationales du commerce ont échoué.

La coalition pense qu'une vraie réforme est nécessaire pour promouvoir des formes d'agriculture responsables sur les plans environnemental et social, renforcer la production alimentaire pour nourrir la population dans sa propre région -au lieu d'un modèle orienté vers l'exportation et dépendant des importations-, et soutenir les exploitations paysannes durables au lieu des grandes exploitations industrialisées. Cette réforme nécessite des instruments de régulation tels que la maîtrise de la production, l'intervention et des stocks publics en cas de crise sectorielle conjoncturelle, ainsi qu'une régulation aux frontières pour éviter des importations à bas prix.

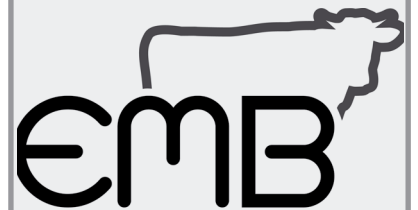
Pour faire face aux grands défis de l'environnement, les cycles de production locale peuvent répondre à la raréfaction et la pollution des ressources naturelles. Cela suppose des pratiques agricoles durables et respectueuses du bien-être animal sur toutes les exploitations. Un modèle agricole centré d'abord sur le marché intérieur, ici et dans les pays

en développement, est meilleur pour les paysan(ne)s en Europe et dans le monde. La PAC doit récompenser la durabilité environnementale, arrêter les pratiques non durables, et assurer un développement équilibré des territoires, en incluant un soutien au développement rural, à la diversité des systèmes alimentaires et à l'alimentation à partir de production locale.

La communication de la Commission n'est donc pas actuellement à la hauteur des attentes en terme de souveraineté alimentaire, de revenu et d'emploi en agriculture, de pratiques durables et de préservation des ressources naturelles. De vrais instruments de gestion de l'offre et de régulation des marchés sont essentiels et exigeront une volonté politique forte pour défier le cadre et les politiques des accords internationaux. La coalition d'organisations paysannes, de mouvements sociaux et d'ONG appelle à une Politique Agricole et Alimentaire commune pour les consommateurs et les paysans en Europe et dans le monde, et non pour l'industrie agroalimentaire tournée vers l'exportation.

European Coordination Via Campesina (ECVC), Food & Water Europe, Friends of the Earth Europe, et d'autres organisations

EMB-ARC



European Milk Board

EMB est actif dans ARC2020 - la «Convention Agricole et Rurale». L'objectif de l'ARC et un changement fondamental de la politique agricole. Elle se concentre sur la production durable de l'alimentation comme alternative du système de l'intensification incontrôlée de l'agriculture qui domine la politique depuis des années. L'ARC demande aux politiciens à Bruxelles et partout en Europe de poursuivre les objectifs originaux de la politique agricole et de rendre justice à leur tâche : une politique agricole européenne qui est sociale, économique et orientée vers les régions rurales. Selon l'ARC, la perte rapide de la biodiversité, des disparités des revenus et les différences entre la population agricole et le reste de la société en Europe ainsi que les répercussions du changement climatique nécessitent une autre politique agricole (voir le site web de l'ARC : www.arc2020.eu). ARC traite également des questions de la sécurité alimentaire, qualité alimentaire, création de valeur ajoutée des produits agricoles, agriculture et des changements nécessaires afin d'atteindre une meilleure politique agricole plus économique.

Uniterre est à la fois membre de EMB et de Via Campesina Europe, ECVC. L'activisme de EMB au sein de ARC nous pose des questions, car la récente ARC ne propose rien de nouveau par rapport à ECVC qui est elle reconnue depuis de nombreuses années et qui a des contacts politiques bien implantés. Alors à quoi sert cette nouvelle plateforme de la société civile, à part à affaiblir ECVC? Pourquoi ne pas renforcer ECVC au lieu de créer un doublon? D'autant que ARC n'a pas de position claire sur la souveraineté alimentaire.

Vous avez reçu un sondage par courrier, nous comptons sur vous pour y répondre.

**Nos différentes commissions vivent grâce à vos dons:
Compte Uniterre N°28496.55
CCP Raiffeisen 17-6872-4
IBAN: CH50 8012 3000 0028
4965 5 / CH**

Toute l'équipe d'Uniterre vous remercie d'avance

MOBILISATION

Les vautours de l'accaparement des terres

Le 9 novembre a eu lieu à Genève la conférence Global Aginvest, réunissant entre autres 25 managers qui gèrent plus de 10 millions d'hectares dans le monde. Uniterre et dix-huit autres organisations ont manifesté pour dénoncer les conséquences.

Les manifestants postés devant l'entrée de l'hôtel intercontinental ont lancé des appels aux conférenciers à venir s'expliquer, scandant des slogans tels «la terre pour les agriculteurs, pas pour les spéculateurs», «spéculateurs, profiteurs, pilleurs, quelle horreur!» ou «la terre n'est pas une marchandise». Deux chars tirés par des tracteurs contenaient des bottes de paille entourées de dollars (reprenant leur propre affiche) et des cibles représentant l'OMC contre lesquelles les manifestants ont pu s'exercer au lancer de botte. Les conférenciers, troublés dans le déroulement de leur réunion, ont envoyé une journaliste couvrant leur événement pour venir entendre les revendications des manifestants.

- Le besoin de nouvelles sources énergétiques
- La croissante spéculation sur les besoins essentiels des populations, notamment les «commodités» agricoles et les agrocombustibles.

En plus, ces investissements permettent la création de nouveaux «dérivés» financiers.

Nous dénonçons

Ces cinq dernières années, des «fonds agricoles» se sont appropriées au moins 100 millions d'hectares en Afrique, en Amérique Latine, en Europe de l'Est ou en Russie. Bien qu'il s'agisse de bonnes terres, elles ne sont pour la plupart pas encore productives.

nissent les portefeuilles d'investisseurs anonymes. En effet, ces accaparements bloquent les réformes agraires initiées dans certains pays et empêchent la réduction de la sous-alimentation.

Quant aux réglementations et codes de conduites proposés pour légitimer et blanchir ce commerce, elles se limitent principalement à des questions techniques, sans considérer l'atteinte aux droits fondamentaux de millions de personnes dans le monde. En plus, les sociétés capital-investissement (ainsi que les dénommés «Hedge Funds») principalement actifs dans le domaine, ne font pas pour l'instant l'objet d'aucune régulation. Ce phénomène financier engendre en plus un nouveau risque de provoquer une «bulle financière verte» en raison de la combinaison «accaparement des terres - marchés carbone».



Lors de la contre-conférence du 4 novembre, Monsieur Tricario, chercheur de la Campagne pour la réforme de la Banque Mondiale, a présenté le rapport sur l'implication des sociétés financières européennes dans l'acquisition de grandes étendues de terres. Depuis la crise financière en 2007, les sociétés de capital-investissement se détournent progressivement des placements financiers et hypothécaires, considérés comme risqués, et s'orientent vers des commodités. En 2008, ces sociétés géraient 2500 milliards de dollars. Dans ce contexte, la terre s'avère comme un placement clé, à cause de :

- La croissance de la population (9,1mia en 2050)
- La croissance des PIB des grands pays émergents

Cela permet de placer son argent et de se protéger de l'inflation et des risques dans les cours de change. Ils achètent aussi pour savoir avant les autres quand la production pourrait venir à manquer et ainsi spéculer.

Par ailleurs, ces investissements favorisent des monocultures industrielles d'exportation et augmentent les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire internationale.

Suite à la crise alimentaire en 2008, provoquée entre autres par la spéculation financière, la Banque Mondiale a joué un rôle essentiel pour ouvrir la voie aux investissements étrangers dans l'agriculture et l'accaparement des terres, notamment dans le Sud. Ces investissements ne sont nullement bénéfiques aux populations, mais gar-



Ce qui est particulièrement dangereux est la financiarisation des derniers marchés non financiers (agriculture, alimentation et ressources aquatiques). Alors que pour l'instant ce sont surtout les sociétés discrètes de capital-investissement qui sévissent dans l'accaparement, les banques commencent à s'y intéresser. Comme la banque Pictet (PF-AgricultureFund) ou la banque suisse Sarrasin, pionnière des «investissements socialement responsables» qui est à l'origine du fonds «AgriSar» qui préconise entre autre la «monétarisation de l'eau» comme un stratégie d'investissement à long terme... La discussion publique de ces pratiques opaques est d'autant plus nécessaire que des fonds qui se disent éthiques investissent dans l'achat massif de terres. Par la même, il s'agit de prévenir des fonds de pension, avec leurs liquidités colossales, d'investir sur ce marché!

Rudi Berli

Rapport complet disponible sur www.crbm.org



LES BRÈVES DE LA FRACP

- Référendum contre le déclassement de 58 hectares de terres agricoles à Genève:

Succès de la récolte des signatures avec environ 14'000 signatures. Bravo aux producteurs et consommateurs des Charrotons qui ont fait une magnifique travail. Deux conclusions : les réseaux ont bien fonctionné et la question mobilise les genevois !

- Nouveau membre à la FRACP :

«Agro-Ideé», une équipe motivée de jeunes producteurs qui travaillent sur Perly (GE) et sur Tannay (VD) et qui livrent déjà 60 paniers de légumes hebdomadaires à Genève. Ils se rendent sur 2 marchés hebdomadaires et pratiquent la vente directe à la ferme. Agro-Ideé respecte les principes de l'agriculture biologique. www.agro-idee.ch

- Une nouvelle initiative de proximité sur la commune de Dardagny :

«Cultures locales». Les 4 jeunes producteurs et productrices sont en train de monter les tunnels et tout aménager pour démarrer la saison en 2011. «Cultures locales» proposera des paniers de légumes hebdomadaires cultivés selon les principes de l'agriculture biologique. www.cultureslocales.ch

- Prochaine AG de la FRACP: Jeudi 3 mars 2011

MEMBRES UNITERRE:

Profitez de cet espace publicitaire!
La première parution vous est offerte!
N'hésitez plus,
Contactez-nous!

VIE DU SYNDICAT

Entretien avec Christian Kaenel, membre engagé d'Uniterre, exploitant à Valeyres-sous-Rances

«Uniterre est le poulx de la profession, il doit donc continuer à battre!» Le ton est donné, Christian Kaenel se bat pour une défense professionnelle qui permette aux producteurs de se positionner sur des enjeux régionaux, nationaux et internationaux et d'avoir des réflexions loin des clivages politiques.

La famille Kaenel vit depuis toujours à Valeyres-sous-Rances. Christian et Francine ont deux garçons, Norbert et Gilles, qui ont respectivement 19 et 17 ans. Le premier est dessinateur en génie civil. L'autre est menuisier. Tous les deux participent volontiers aux différents travaux de la ferme et n'excluent pas d'y revenir un jour. Madame, de formation commerciale, travaille comme secrétaire comptable à septante pour cent dans un cabinet médical.

Parmi ses engagements professionnels, Christian est Président de la société coopérative du Battoir et membre du comité de la coopérative qui regroupe le moulin et centre collecteur de Valeyres-sous-Rances (voir annexe).

La politique et l'environnement agricole ont fortement évolué ces dernières années. Quelles en sont les répercussions sur ton exploitation?

Mon père, boucher de formation, est arrivé dans les années cinquante à Valeyres-sous-Rances. Il y a acquis une ferme et y engraisait des porcs et des bovins. En 1975, l'exploitation est séparée en deux, entre mon père et son oncle. En 1976, mon père décidait de construire une ferme à l'extérieur du village. Faire de l'engraissement au centre n'était plus possible. Le village est très compact, l'espace manquait et les soucis avec le voisinage augmentaient. Seul l'atelier d'engraissement de veaux de sevrage restait au village.

A cette époque, nous avions entre 15 et 17 truies de remonte et plus de 60 taureaux d'engraissement. Nous faisons également des pommes de terre. Culture que j'ai stoppée durant les années nonante. Seul sur la ferme je ne pouvais pas tout assumer.

Durant les années 1990, la crise de la vache folle a fait drastiquement chuter les prix de la viande bovine. Cela nous a découragé. Se lever le matin pour perdre de l'argent, cela n'était et ne sera jamais ma tasse de thé. Nous avons donc stoppé la production de viande bovine juste après la crise, et nous nous sommes concentrés sur l'élevage de truies et la vente de porcelets de 20kg. Nous engraissons également quelques porcs à 100 kg pour nos amis et connaissances.

J'ai repris l'exploitation de mon père en 1992. J'estime qu'elle a été taxée bien assez cher étant donné les gros investissements qu'il a fallu consentir par la suite pour satisfaire aux normes

de la détention animale. Nous étions au début de la nouvelle politique agricole avec l'arrivée des paiements directs, tout était nouveau et nous ne savions pas vraiment où nous allions aller, tant au niveau des lois que des moyens financiers. Aujourd'hui, en 2010, j'ai décidé d'arrêter l'élevage des truies et des porcelets. Les prix n'ont fait que baisser. Les gorets sont passés de 9.50 Frs/kg poids vifs à 3.40 Frs en quelques années. Aujourd'hui, plus moyens de couvrir des frais continuellement en augmentation (nouvelle loi sur la castration, vétérinaire) et de dégager un revenu convenable. Je ne vais donc pas continuer une activité qui me prend environ 50% de mon temps pour ne rien gagner. J'aime mieux me consacrer à d'autres activités agricoles, au bien-être de ma famille et à d'autres passions comme la cuisine et les plaisirs de la table. Mais je ne vais pas lâcher le bleu de travail pour autant. Je suis président de la société coopérative du Battoir, qui regroupe des moissonneuses-batteuses. Je suis également membre du comité de direction du centre collecteur et du moulin du village. Je vais m'engager pour que ces deux structures soient encore plus dynamiques qu'actuellement. De plus, il est fort probable que je continue à engraisser des porcs à 100kg pour mes clients en vente directe. Il n'y a que ce moyen pour obtenir des marges viables.

seigle sous contrat avec la FENACO.

Quelle est ta stratégie future pour ton exploitation?

J'approche de mes cinquante ans. Aujourd'hui, je sais qu'il faut que je me prépare à la reprise de mon exploitation. Mes deux fils sont actuellement en formation dans des domaines différents de l'agriculture. Mais les deux sont motivés par le métier et ont du plaisir à venir travailler sur la ferme. Je ne veux rien brusquer dans leurs décisions. Si un des deux ou les deux souhaitent reprendre, alors il faut que les conditions de reprise soient optimales. Je vais donc éviter de leur transmettre un patrimoine fortement endetté. Si les deux sont intéressés à reprendre, je vais m'arranger pour qu'ils puissent le faire dans les meilleures conditions. En gros, je me calque sur les envies de mes enfants. Durant toute ma carrière j'ai restructuré, développé, transformé, bref je me suis adapté. Aujourd'hui j'ai donc envie de lever le pied, de faire le point et de partir sur de nouvelles choses. Je réfléchis par exemple à transformer mes bâtiments situés en zone village. Je pourrais y faire des appartements. Le développement de la vente directe pourrait être une autre piste intéressante, pour autant qu'il y ait assez de monde sur l'exploitation.

se positionner sur des enjeux régionaux, nationaux et internationaux. L'étendue des réflexions est large et loin des clivages politiques. C'est appréciable!

Après plusieurs années, je m'aperçois qu'Uniterre ne s'est que rarement trompé dans ses combats. Ses idées ont souvent été reprises par les grandes organisations comme l'USP ou d'autres, qui en font aujourd'hui leur cheval de bataille. La souveraineté alimentaire, le regroupement des producteurs pratiquant la vente directe et les prix équitables pour les produits agricoles sont des idées et des combats qu'Uniterre mène depuis très longtemps! Au vu de ce qui se passe aujourd'hui, j'estime que nous sommes dans le juste!

Je pense qu'Uniterre est la seule structure de défense professionnelle qui porte réellement les revendications des familles paysannes de ce pays. Au comité, dans les sections, les agriculteurs ont des idées qu'ils revendiquent et qu'ils mettent en pratique! Le dernier exemple est la vente de lait payé 1 Frs à Genève, le développement de la vente directe de lait équitable ou le développement des circuits courts en général.

J'apprécie qu'Uniterre n'ait jamais défendu un type de ferme, mais ait eu la sagesse de revendiquer la pluralité et la différence. Nous avons toujours combattu – avec raison – les mesures étatiques qui visaient à définir qu'elles étaient les fermes viables ou non. On s'aperçoit aujourd'hui que de très petites structures, axées sur la vente directe, sont tout à fait viables et au contraire que de grosses structures sont plus difficiles à manœuvrer. Une forte baisse de prix pour une entreprise très spécialisée peut-être synonyme de faillite ou d'arrêt. Dans le lait ou la viande, ce phénomène s'observe tous les jours.

Il ne faut pas se leurrer, une forte multiplication des fermes de plus de 100 ha est une utopie. La topographie et le maillage entre l'espace urbain, forestier et agricole et trop serré pour le développement de très grandes fermes, concurrentielles sur des marchés internationaux. Notre salut passera par des filières courtes pour alimenter nos concitoyens et la production de spécialités à forte valeur ajoutée. La société est attachée à ses agriculteurs. Elle veut les garder. A nous d'aller vers eux. Sur ce point, la révolte paysanne fut la meilleure campagne marketing de sensibilisation que nous ayons faite. Elle a une valeur inestimable, bien plus



Christian Kaenel affiche clairement son engagement pour la défense professionnelle devant son exploitation

A côté de ces activités, j'exploite seul une trentaine d'hectares, dont cinq sont en location à la commune. La totalité est en grandes cultures. Je cultive des céréales fourragères et panifiables, du maïs, du tournesol, du colza et de la betterave. J'ai quelques hectares de

Cela fait longtemps que tu es membre d'Uniterre. Pourquoi t'engages-tu dans la défense professionnelle?

Je pense que c'est important de s'engager pour le métier. Uniterre permet aux producteurs d'être là où les décisions se prennent. Il permet aux producteurs de

ENTRETIEN (SUITE)

élevée que n'importe quelle campagne d'affichage! Les agriculteurs ne défendent jamais aussi bien leur métier que quand ils sont visibles dans les rues, dans les médias, sur les marchés ou lors d'actions diverses et spectaculaires.

Aujourd'hui je pense que les producteurs sont encore révoltés mais n'ont plus de voix et sont abattus par la situation. Une étincelle pourrait néanmoins réactiver le mouvement et il le faut absolument. Uniterre représente le poulx de la profession, il doit donc continuer à battre.



Comment vois-tu Uniterre dans 10 ans?

Je pense que la structure sera renforcée. Que ses idées et ses actes seront repris dans toute la Suisse. Il est important que la jeune génération d'agriculteurs reprenne le flambeau. Quand je vois les nouvelles forces qui sont arrivées dans la section vaudoise, je suis rassuré.

Dans le marché de la viande, celui que je connais, nous devons renforcer la revendication sur cette notion de prix équitable. Si nous ne le faisons pas, personne ne le fera. Il est quand même insupportable de se dire que ce que nous produisons ne vaut rien et qu'une fois passée la porte de l'usine, ces mêmes produits valent de l'or.

Nous devons nous battre pour une bonne qualité de vie afin que nous puissions continuer à offrir à nos consommateurs des produits d'excellente qualité. Il est en effet difficile de faire de la qualité quand la famille ne peut plus vivre de son travail.

Je pense aussi que les réseaux européens et internationaux doivent s'intensifier. Les enjeux alimentaires seront de plus en plus cruciaux au plan mondial. Face aux lobbies de l'agro-business et à l'industrialisation galopante de l'agriculture, la voix des familles paysanne doit être encore renforcée pour se faire entendre.

Quels sont les projets de la section Vaud?

Avec le nouveau comité, nous voudrions développer un projet de vente directe dans les quartiers moins favorisés. Ce projet est à l'état d'embryon mais nous estimons qu'il est important de

développer un nouveau concept, adapté à des porte-monnaie moins remplis.

Nous sommes également en discussion pour développer un projet d'agriculture contractuelle de proximité avec un grand hôtel. Là aussi le projet est au début. Je ne veux donc pas trop en parler.

Sinon, nous suivons les activités nationales. Le président Charles-Bernard Bolay fait un bon travail d'information. Au plan administratif, nous sommes toujours à la recherche d'une secrétaire bénévole.

Un souhait?

Je vais me battre pour redynamiser le centre collecteur et le moulin du village. Je trouverais intéressant que les responsables des moulins indépendants fondent une association afin d'augmenter notre visibilité et défendre nos intérêts. Les agriculteurs, qui sont à la fois nos vendeurs et nos acheteurs doivent savoir que l'on existe et qu'il y a des avantages à travailler avec des indépendants.

Je souhaite également plus d'engagement d'Uniterre et surtout des paysans dans la filière de la viande. Ce secteur est aussi sinistré que celui du lait. J'aimerais également plus de solidarité entre les gens de la terre, qu'ils soient producteurs de lait, de viande, de légumes, de raisin ou de céréales. Nous sommes interdépendants et nous devons collaborer à chaque fois que cela est possible.

Au plan du village, je trouverais intéressant de développer quelque chose autour de la vente directe. Valeyres-sous-Rances compte encore treize exploitations agricoles, dont quatre produisent du lait d'industrie et de fromagerie. Il y a également quelques vigneronnes dont les vins sont d'excellents ambassadeurs du village. Nous avons la chance d'avoir encore un centre collecteur et un moulin privé. Il y aurait donc peut-être quelque chose à développer dans les filières courtes. Pour la viande ou le lait, travailler avec des artisans locaux pourrait dégager des synergies intéressantes. Tout cela reste à développer mais je serais très content si des projets se mettaient en place. Je compte donc sur Uniterre pour amorcer le mouvement. C'est très bon pour l'économie locale et régionale.

Un regret?

Je trouve que le pouvoir politique n'a pas suffisamment conscience de l'enjeu alimentaire mondial. Mettre en concurrence les différentes agricultures du monde se résume à détruire, en l'espace d'une génération, tout le patrimoine que nos aïeux ont construit. C'est une perte culturelle et de savoir faire pour l'humanité.

Propos recueillis par Nicolas Bezencon

VALEYRES SOUS RANCES SE BAT POUR SON MOULIN



Tél. 024 / 441.01.33 Fax. 024 / 441.03.58
dan.weidmann@bluewin.ch

Il y a encore quelques années, le moulin agricole et le centre collecteur de Valeyres-sous-Rances étaient deux entités différentes. Avec la crise dans le milieu agricole, les deux entités ont fusionné. Le travail a été réorganisé. Sept personnes provenant des deux entités forment le comité de direction. Aujourd'hui, le chef meunier Daniel Weidemann est le gérant de la nouvelle structure. Il travaille avec un employé à mi-temps.

Environ 45 producteurs livrent chaque année un peu plus de 1500 tonnes de céréales panifiables et un peu plus de 1000 tonnes de céréales fourragères à la coopérative. Elle réceptionne également du maïs mais pas de colza. Uniquement les céréales fourragères sont transformées sur place. Le moulin possède des machines pour floconner et faire des bouchons. Les céréales panifiables sont revendues à d'autres moulins.

Il y a de cela quelques années, le moulin proposait encore à ses quelques 200 clients des mélanges à façon pour les animaux et des farines pour l'alimentation humaine. Avec les baisses de commande, le moulin a dû

redéfinir ses activités et sa manière de travailler. Aujourd'hui il ne propose plus que des aliments pour animaux (volailles, porcs, bovins et chevaux), selon les recettes de Protector. Le moulin pour les céréales panifiables est encore sur le site mais ne fonctionne plus.



L'équipe du moulin et centre collecteur de Valeyres-sous-Rances

Daniel Weidemann travaille également pour le projet Nestlé «product technology center» (NPTC). Il fait des moutures fines de millet, sorgho, maïs et soja. Cette mouture est ensuite extrudée par Nestlé à Orbe pour être utilisée dans divers projets de recherches.

Pour l'avenir, le comité cherche à développer de nouvelles activités dans le domaine fourrager et à augmenter les volumes de ventes. Mais avec la crise et la concurrence des gros moulins, cet objectif n'est pas si évident. Si un projet de vente directe se mettait en place au village, le moulin à farine pourrait reprendre ses activités.

Contact du moulin : Daniel Weidemann, Moulin agricole, Rte du manoir 1358 Valeyres-sous-Rances

La Mobilière Assurances & prévoyance

Pour les agriculteurs aussi... Quoi qu'il arrive...
www.mobi.ch

INTERNATIONAL - DOSSIER FEMMES

Misons sur les paysannes pour augmenter la sécurité alimentaire

Le colloque *Du grain à moudre... Genre, développement rural et alimentation*, organisé par l'institut de hautes études internationales et du développement, s'est tenu à Genève les 28 et 29 octobre. Ce colloque qui a réuni un grand nombre de participantes (peu de messieurs dans l'assistance...) avait pour objet de donner matière à réfléchir sur cette profonde injustice, la persistance de la faim dans le monde.

Double paradoxe, 80 % des personnes sous-alimentées vivent en milieu rural (selon la FAO), et parmi elles 60 % sont des femmes, justement celles qui sont considérées responsables de nourrir leurs proches.

Comment expliquer les disettes régulières, comment expliquer qu'il y ait, en 2010, un milliard de personnes sous-alimentées, comment expliquer cette inégalité d'accès à l'alimentation?

Les contributions des intervenant(e)s en provenance de différents milieux et (recherche universitaire, mouvements sociaux, ONG) et de tous les continents ont permis d'approfondir le constat d'inégalités entre hommes et femmes dans les systèmes agraires traditionnels et de rapports de pouvoir selon les appartenances de classe et de race, selon l'âge.

Pourtant, les paysannes sont loin de pratiquer une agriculture «rudimentaire», elles ont des connaissances fines de leur écosystème, gèrent les semences, ont des pratiques culturelles adaptées aux contraintes climatiques, aux distances et au temps dont elles disposent. Les paysannes ne sont pas uniquement confinées à la sphère domestique et de production vivrière, elles sont présentes sur le marché où elles sont nombreuses à vendre leur production et leur force de travail. Loin d'être des victimes et de subir, les paysannes réagissent, participent à des mouvements sociaux, et à des occupations de terre. Certes, la participation des femmes ne garantit pas que leurs intérêts soient vraiment pris en compte mais elles deviennent plus visibles et bousculent les rapports de pouvoir entre hommes et femmes.

Par exemple, des femmes vivant dans une région dominée par la culture du café à Inza en Colombie sont lassées de devoir acheter la plupart des aliments,

alimentaire telle que définie par Via Campesina est la stratégie à suivre aussi bien pour améliorer leur vie quotidienne au niveau immédiat, que pour devenir des sujets de droits et avoir une incidence politique au niveau local et régional.

Dans un contexte tout différent, dans le Sahel, la diminution drastique et constante de la taille des champs, due à l'individualisation de l'héritage et à la pression démographique, a des conséquences dramatiques pour les femmes. Celles-ci se voient exclues de l'accès à la terre puis du travail agricole qui leur fournissait des ressources et un espace de vie sociale².

La déféminisation de l'agriculture induit une paupérisation des ménages ruraux et une augmentation de la malnutrition.

«Les «petites femmes» n'ont plus du tout de champ. Si tu ne vas plus aux champs, le mari t'achète des pagnes en faux tissu qui durent des années; tu ne vas plus aux champs, mais tes autres besoins ne sont pas couverts et tu meurs de chaleur à la maison dans tes pagnes en nylon. On te demande de te reposer, mais c'est la peine qui commence pour toi, parce que les bénéfices de l'agriculture ne sont plus pour toi. C'est le repos de la misère! C'est parce qu'il ne peut plus rien te donner que ton mari te met au repos!» Femmes, Sharkin Hausa, 2006.

Monimart conclut par la nécessité de reconnaître un statut socioprofessionnel d'exploitant et d'exploitante agricole et de renforcer les capacités des femmes, clef majeure dans la lutte contre la malnutrition puisque qu'elles jouent un rôle déterminant dans la production agricole.

Susan Lerch

Les actes du colloque seront publiés sur le site du pôle genre de l'IHEID (www.graduateinstitute.ch/genre).

1: Alix Morales, 2010. "soberanía alimentaria. experiencia de resistencia de las mujeres campesinas de inza cauca colombia".

2: Marie Monimart, 2010. Sahel: sécheresses, crises alimentaires et déféminisation des systèmes agraires.



Paysannes d'une coopérative au travail au Nicaragua

© O. Heussler OSEO

Les paysannes n'ont pas le même accès à la terre, aux moyens de production, au travail des autres; elles réalisent très souvent des tâches moins valorisées et dans de mauvaises conditions. Surtout, elles ne sont pas rémunérées de la même manière pour leur travail. Ces inégalités ont tendance à s'aggraver avec la modernisation et l'industrialisation de l'agriculture (les hommes ont été les premiers bénéficiaires des terres aménagées, des technologies, de l'accès aux nouvelles cultures, ...).

donc de souffrir de malnutrition avec leurs familles, et se sont organisées pour faire des jardins potagers¹. Ces femmes, avec un grand effort de formation et la création d'espaces de cultures gérés par les femmes, ont remis en valeur les semences, les produits et les recettes traditionnels, tout en améliorant la santé de leurs proches et en sortant de leur isolement. Elles ont gagné l'estime de soi, et diminué la dépendance à leur compagnon. Pour elles la souveraineté

Courrier des lecteurs

PAYSAN, TIENS BON

PAYSAN! MON AMI, tiens bon!

Paysan! Mais, c'est un titre de gloire!
Paysan veut dire: homme du Pays.

Homme du pays, tu l'es, c'est toi qui le nourris.
La Terre, tu l'aides à verdier au printemps,
a jaunir à la saison des fruits.

Paysan, tiens bon!

Toi, tu charries du fumier, tes mains sont terreuses,
La sueur a creusé des sillons sur ton front,
Et le soleil a bruni ta figure.

Paysan, tiens bon!

Le pain vient de toi, le lait sort de ton étable.
Sans toi, tous nos jours ne seraient que martyre,
Et la terre un désert en un mortel sommeil.

Paysan, tiens bon!

Que tu sois de la plaine ou de la montagne,
Toi qu'on loue et qu'on implore dans les jours de disette,
Toi qu'on oublie ensuite en des temps plus sereins,
Sans toi, ceux qui te méprisent mangeraient-ils du pain?

Paysan!

Le sol est ta patrie! Cultiver l'un et servir l'autre, c'est ton sacerdoce.
La terre, il faut la cultiver dans le souci d'assurer sa pérennité;
C'est garantir la nôtre.

La terre ne nous appartient pas, nous lui sommes redevables.

La terre n'est pas un don de nos parents, ce sont nos enfants qui nous la prêtent.

Conservons à la Suisse ses fermes, Source sans cesse renouvelée de santé physique et morale.

Un petit gosse qui a pris le sacerdoce du cultivateur à l'âge de 10 ans (1944) et qui a été heureux de le pratiquer aussi longtemps

Paul Blanc, Bremlens, 2010

Bäuer_innentreffen / Commission Femme Uniterre

Uniterre/Via campesina Bäuer_innentreffen am 9. Oktober 2010, bei Ulrike Minkner auf dem Bio-Hof La Souriche, Mont-Soleil (BE)

Nach einer Austauschrunde über unsere Aktivitäten, gaben uns die Bäuerinnen, die das Frauenhaus Biel besucht hatten, einen ausführlichen Einblick über ihr Treffen.

Frauenhaus Biel

Am 31. August besuchten drei Bäuer_innen von Uniterre das Frauenhaus in Biel und erhielten von der dortigen Leiterin eine Einführung in die Organisation dieser seit 20 Jahren existierenden Institution. In der Schweiz sind 15 Frauenhäuser (in den grösseren Städten) in einem Dachverband organisiert. Im Frauenhaus werden Frauen aufgenommen, die von häuslicher Gewalt betroffen sind, d.h. Gewalt durch ihre Partner erfahren.

Die Leiterin beschreibt den sog. Gewaltzyklus folgendermassen: Spannung, Entscheidung zur Gewaltanwendung, Reue des Partners, Schweigen und Ohnmacht auf beiden Seiten, wodurch wieder Spannungen aufgebaut werden, die sich erneut in Form von Gewalt entladen. Dieser Mechanismus wiederholt sich wie ein selbst drehendes Rad. Meist verlieren betroffene Frauen über Jahre hinweg die Hoffnung auf ein Ende der Gewalt nicht. Bis 1993 das sog. Opferhilfegesetz in der Schweiz eingeführt wurde, mussten sich Frauenhäuser über Spenden finanzieren. Offiziell als Delikt anerkannt wurde häusliche Gewalt erst 2004. Das Frauenhaus in Biel hat 2009 44 Frauen und 44 Kinder aufgenommen.

Ein Aufenthalt dauert ca. vier Wo-

chen, worauf eine Nachbetreuung folgt. Insgesamt wurden im letzten Jahr 144 Schutzsuchende beraten bzw. betreut.

wenig Bäuer_innen betreut hätten und dies sicherlich auch damit zu tun habe, dass eine Bäuer_in oder Landwirt_in,



Christine Gerber, Ella von der Heide, Bettina Dytrich, Denise Wipfli, Stephanie Schenk und Ulrike Minkner

Das Frauenhaus arbeitet zudem mit einer Männer(selbst)hilfegruppe, welche Gewaltprävention betreibt, zusammen. Die Bäuer_innen berichten, wie erstaunt sie waren, dass vom Frauenhaus für Frauen nichts Vergleichbares, etwa zur Selbstbewusstseinsstärkung, angeboten wird. Als Gruppe interessiert uns ob Bäuer_innen, die von häuslicher Gewalt betroffen sind, beim Frauenhaus Hilfe suchen. Dazu meinte die Leiterin in Biel, dass sie bisher im Frauenhaus sehr

welche das Frauenhaus aufsucht mit diesem Schritt nicht nur die gemeinsame Wohnung, sondern meist auch den gemeinsamen Arbeitsplatz verlässt.

Hinzu kommt, dass Frauenhäuser nur in grösseren Städten und nicht in ländlichen Gegenden angesiedelt sind. Vielleicht bleiben Bäuer_innen auch eher auf dem Hof, weil ihre rechtliche Situation oft prekär ist. Vielerorts gehören die landwirtschaftlichen Betriebe allein den Männern. Es wäre also wichtig z.B.

bei einer Heirat vorher zu diskutieren, was im Falle einer Trennung geschehen soll (z.B. Gütertrennung). An den landwirtschaftlichen Schulen könnten Frauen als präventiv auf diese oder ähnliche Themen angesprochen werden.

Tagung Frauen in der Landwirtschaft

Vom 27.-29. Januar 2011 findet an der Universität Bern eine Tagung mit dem Titel Frauen in der Landwirtschaft mit aktuellen Debatten aus Wissenschaft und Praxis statt. Obwohl die Organisatorinnen als Tagungsziel, einen breiten Wissens- und Erfahrungsaustausch (...) für all jene, die sich in Theorie und Praxis mit der Situation der Frauen in der Landwirtschaft befassen“ formulieren, werden sie unserer Ansicht nach diesem Anspruch nicht gerecht. Trotzdem haben wir uns vorgenommen die Tagung zu besuchen. Weitere Informationen und Anmeldung :

<http://www.geography.unibe.ch/>

Bäuer_innen-Arbeitskreis Uniterre Via Campesina

Der Arbeitskreis steht allen Frauen, Bäuer_innen und Landwirt_innen von Uniterre offen. Wir arbeiten jeweils an Themen, die einzelne von uns einbringen und wir orientieren uns an den Themen der Frauengruppen von Via Campesina. Wir treffen uns das nächste Mal am 6.2.2011.

Ulrike Minkner (Informationen bei tel. 032 941 29 34)

La politique agricole commune européenne discrimine les femmes

Al'occasion de la Journée internationale contre la violence faite aux femmes (25 novembre), la Coordination Européenne Via Campesina veut souligner l'importance d'éliminer toute forme de violence faite aux femmes.

Nous rappelons la définition de la violence adoptée par l'ONU qui la décrit comme: «Tout acte de violence fondé sur l'appartenance au sexe féminin, causant ou susceptible de causer aux femmes des dommages ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques et comprenant la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou la vie privée.»

En Europe, la violence physique, sexuelle ou psychologique est loin d'avoir disparu et des efforts supplémentaires sont nécessaires pour empêcher la régression des progrès accomplis à la fois au niveau de la société en général, et dans le domaine agricole en particulier. La femme transformée en objet par la publicité ou dans certains textes de chansons, sont des signes qu'il y a encore

un énorme travail de fond à réaliser pour arriver à un profond changement social dans lequel hommes et femmes ont les mêmes droits.

En général, la lutte contre la violence commence par la prévention et l'éducation sur l'égalité de genre. Subcultures, images, habitudes machistes omniprésentes dans nos médias, dans les relations de travail, les organisations, doivent être dénoncées car elles créent les conditions pour ces différentes formes de violence. L'intégration systématique d'une politique d'égalité des sexes et l'incorporation des femmes dans les processus décisionnels doivent être une préoccupation constante pour toutes et tous si nous voulons réellement changer la situation actuelle. La parité à tous les niveaux reste une de nos revendications clés.

En agriculture, comme dans plusieurs autres domaines, le travail des femmes est constamment rendu invisible, entre autres lors de la conception des politiques.

Le rôle clé des femmes dans la production alimentaire en tant que gardiennes de la connaissance et des pratiques agricoles durables est ignoré.

Dans plusieurs pays européens, il reste à élaborer un véritable statut juridique qui garantit la co-titularité à 50% sur la ferme. En outre, il a été démontré que les paysannes et travailleuses agricoles sont surtout présentes dans les petites exploitations, alors que la PAC actuelle est conçue pour l'agro-industrie et est donc discriminatoire à l'égard de ces femmes actives dans l'agriculture.

En tant que Coordination Européenne Via Campesina nous nous engageons à continuer à travailler et lutter contre la violence faite aux femmes pour qu'elle fasse partie de l'histoire et non plus du présent.



Coordination Européenne de la Via Campesina (ECVC)

BULLETIN NO 2 DE LA FRACP



**fédération romande
de l'agriculture contractuelle
de proximité**

Entre producteurs et consommateurs :
- Transparence
- Engagement
- Proximité
- Rémunération et prix équitables
... de la fourche à la fourchette !
Et dans le respect de l'environnement et des êtres vivants.

**SEMENCES ET
PLANTONS :
PRENONS-EN DE LA
GRAINE !**

Pendant des milliers d'années, la sélection des plantes a été l'apanage des familles paysannes qui, en adaptant les cultures à leur terroir et à leurs goûts, ont créé une grande diversité de variétés maraîchères, céréalières et horticoles. La sélection, désormais passée aux mains des entreprises à la logique de maximiser le profit, menace cette diversité. Le premier combat des semenciers a été d'obliger les paysans à racheter chaque année leurs semences. En effet, les semences hybrides «F1», issues d'une succession de manipulations de croisement de plantes, si elles visent à améliorer certaines qualités culturelles ou productives, induisent aussi et surtout une dégénérescence de la descendance dans le champ de l'agriculteur, ce qui l'oblige à laisser la reproduction aux entreprises de la semence et à s'occuper uniquement de production.

**Aujourd'hui près de 50%
du marché mondial des
semences sont contrôlés
par à peine 10 grandes
multinationales. 80% des
variétés de légumes ont
disparu ces 50 dernières
années.**

Actuellement dans l'Union européenne, seules les plantes inscrites au catalogue officiel ont le droit d'être cultivées pour la commercialisation. Les jardiniers amateurs cultivant pour l'auto-provisionnement ont actuellement encore le droit de cultiver ce qui leur chante. Pour pouvoir être inscrites dans ce catalogue, les semences doivent respecter certains critères et l'inscription coûte cher, très cher (5000 euros pour une variété potagère protégée de fait pendant 15 ans). Ces deux facteurs rendent le catalogue accessible seulement aux gros semenciers et leur assurent ainsi

le monopole sur tout le territoire européen. Ainsi 90% des variétés inscrites sont des hybrides F1. De nombreuses variétés locales, cultivées traditionnellement par les paysans à l'échelle régionale, ne seront jamais inscrites au catalogue car couvrant un marché trop restreint, et seront ainsi interdites de commercialisation.

La Suisse a déjà son propre catalogue pour les grandes cultures et les pommes de terre mais laisse pour l'heure, le libre choix de l'approvisionnement pour les cultures maraîchères. Cependant, les négociations bilatérales avec l'Europe amèneront certainement la Suisse à adhérer au catalogue européen.

**ET LA
«PROXIMITÉ» DANS
TOUT ÇA ?**

Quand on parle d'agriculture de proximité, cela ne concerne pas seulement les produits finis. Peut-on encore parler de proximité quand de plus en plus de semences et de plantons viennent de Hollande ? Dans l'optique de la souveraineté alimentaire et afin de retrouver une maîtrise de toute la chaîne de production, la FRACP souhaite débattre de ce problème avec ses membres et soutenir les projets d'échange de semences et de production de plantons. Certaines initiatives ACP ont déjà choisi de produire elles-mêmes leurs plantons, avec toutes les difficultés que cela comporte !



Plantons de la Clef des Champs, Courgenay (JU). © Natacha Porcher

**QUELQUES
SOLUTIONS
LOCALES...**

Christine et Robert Zollinger, producteurs de semences biologiques dans le Chablais, sélectionnent depuis une trentaine d'années des semences de variétés adaptées au climat de la région.
www.zollinger-samen.ch

Sativa, entreprise qui propose, pour un grand nombre d'espèces, des semences qui ne sont pas seulement produites mais également sélectionnées de manière biologique.
www.sativa-rheinau.ch

Kokopelli-suisse, antenne de l'association française qui propose aux jardiniers amateurs ou institutionnels plus de 2000 variétés de semences de plantes et variétés potagères à cultiver et à préserver de la disparition.
www.kokopelli-suisse.com

L'Association de soutien biosem aide à assurer et à développer la conservation et la sélection des variétés « biosem ». Elle agit en faveur de la préservation de l'« artisanat » du grainetier et pour que ce patrimoine puisse être transmis aux générations futures.
www.biosem.ch

Les Artichauts, association qui produit des plantons biologiques dans d'anciennes serres en pleine ville de Genève.
www.artichauts.ch

Pour aller plus loin ...
www.prospecierara.ch
www.semencespaysannes.org
www.no-patents-on-seeds.org
www.kultursaat.org
www.kokopelli.asso.fr

www.fracp.ch

AGENDA

Uniterre
- 26-29 novembre. Uniterre présente à l'AGRAMA

- 3 décembre: comité directeur d'Uniterre à Fribourg

- 3 décembre: Assemblée des délégués EMB, Bruxelles

Nos bureaux seront fermés du 24 décembre au 9 janvier 2011.

**Manifestations-
Conférences-Débats**

- 27 novembre: Ralentir la Ville. **Quelle place pour l'agriculture et la nature dans l'espace urbain?** Théâtre de Vidy. Avec la participation d'Uniterre

- 7 décembre: Journée de protestation des mouvements sociaux «1000 Cancun». Actions de Via Campesina

- 29 novembre-10 décembre: Cancun, Mexique: 16ème Conférence de l'ONU sur les changements climatiques (COP16)

- 27-29 janvier 2011: 3ème Carrefour genevois de la Solidarité. «L'alimentation en péril, quelle agriculture voulons-nous? Regards Nords-Sud sur la souveraineté alimentaire» Théâtre Forum de Meyrin

- 6-11 février 2011: Forum Social Mondial, Dakar, Sénégal

Mise à jour et plus d'infos sur www.uniterre.ch/Actualites/agenda.

Metrabol
Bolus après-vélagé
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral
Le geste
FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz
www.altagenetics.ch 026 913 79 84